

SITUATION SÉCURITAIRE

Le terrorisme ne veut pas lâcher Tipasa

Cette semaine encore, quatre bombes artisanales ont été découvertes et désamorçées par les forces de sécurité dans le mont Chenoua, à Tipasa. Elles l'ont été au cours d'un ratissage opéré suite à des incursions récurrentes dans des localités dispersées dans le mont en question.

Comme si les affres que le GIA, en son temps, a fait subir jusqu'à son extinction à la wilaya n'étaient pas suffisantes, aujourd'hui ce n'est plus une, mais deux organisations terroristes rivales qui tentent de s'incruster dans cette wilaya située à l'ouest d'Alger : l'ex-GSPC et le groupe HDS.

Pour le moment, l'importance insignifiante des groupes qui se manifestent dans la région, leur dispersion, les rivalités idéologiques qui les opposent et le qu'il vive des forces de sécurité font qu'ils ne constituent pas une grande menace, mais leurs incursions répétitives deviennent de plus en plus exaspérantes, notamment pour les populations qui s'accrochent sur les versants et les piémonts du mont Chenoua qui est à cheval sur trois communes : Tipasa, Cherrhell et Nador. De manière récurrente, ici ou là, un groupe, généralement d'une dizaine de terroristes, cible souvent une seule famille contre laquelle il fait une descente pour la dépouiller de ses biens (souvent des bijoux), produits alimentaires, voire d'effets vestimentaires, et quasi inmanquablement d'une arme appartenant au propriétaire ou qui en dispose du fait de son appartenance à un groupe d'autodéfense. Mais ce qui, en plus, est ennuyeux, c'est que cette situation n'est pas spécifique au mont Chenoua.

Elle se manifeste de la manière et assez régulièrement, même si la presse n'en parle pas toujours, tout au long de la limite de la wilaya de Tipasa avec celle de Aïn-Defla. Et comme la wilaya s'étire toute en longueur le long du littoral méditerranéen, d'Alger jusqu'à Chlef, l'ensemble de sa trentaine de communes ne sont alignées, côte à côte, que par deux ou, tout au plus trois, entre la mer et la limite avec Aïn-Defla, la mobilité des groupes terroristes se trouve aisée. Ils peuvent être présents partout, même s'ils sont en nombre réduits, frapper et se replier. Et c'est ce qu'ils ont tendance à faire. Cette proximité avec la wilaya de Aïn-Defla où est l'ex-GSPC – notamment les terroristes de la katibat Jound Allah de Ahmed Guellila dit Abou Hafs – explique en partie la raison pour laquelle la wilaya de Tipasa ne se trouve exclusivement perturbée sur le plan sécuritaire que dans sa partie ouest qui est limitrophe justement avec Aïn-Defla.

La partie est, qui repose sur la wilaya de Blida où n'existe pas une présence manifeste d'un groupe terroriste, est totalement tranquille. Mais les groupes de l'ex-GSPC ne sont pas les seuls qui tentent de s'incruster à Tipasa à partir de Aïn-Defla. Ceux du groupe ou Djama'ât houmate ed-da'awat es-salafiyat (DHDS) (Protecteurs de la prédication salafiste) ne sont pas du reste. Apparemment, ils ont choisi de se limiter dans la région extrême-ouest de la wilaya, à partir de l'axe Gouraya-Messelmoune jusqu'à la limite avec la wilaya de Chlef. Gouraya, étant connu depuis la fin de la décennie écoulée comme étant un «fief» de cette organisation où elle a fait plusieurs recrutements et où elle dispose de quelques «émirs» de groupes qui en sont originaires. La présence de cette organisation terroriste à l'ouest de Tipasa est restée relativement symbolique.

Mais elle remonte au début de la deuxième moitié de la décennie écoulée quand l'organisation a transplanté sa «base» principale de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès à l'Ouarsenis à partir d'où elle s'est implantée dans des zones limitées du centre-ouest du pays. Tentée de poursuivre son avancée vers le centre du pays, elle a cherché à s'implanter dans la région de Oued Djer, dans la wilaya de Blida, mais ses rivalités avec le GIA ont fait qu'elle n'est pas allée plus loin. L'implacabilité de la lutte antiterroriste a fait le reste. Elle s'est donc repliée à l'ouest de Aïn-Defla et de Tipasa où elle comptait des terroristes qui l'ont ralliée en fuyant le GIA.

Quant à la présence de l'ex-GSPC dans cette même région, elle remonte à octobre 2001 avec le ralliement de Jound Allah qui agissait jusque-là en électron libre. Les deux organisations, en persistant à se maintenir dans l'ouest immédiat d'Alger où elles continuent dans leur aveuglement, sont en train de signer leur arrêt de mort dans la région. Surtout qu'elles sont réduites à voler de quoi manger en s'attaquant à des douars isolés.

Mohamed Issami

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Belaouane et Dégueïchia ont l'immense tristesse d'annoncer le décès du docteur **Mouloud Belaouane** survenu à Genève.  
La dépouille mortuaire est attendue aujourd'hui 4 avril à l'aéroport Houari-Boumediene.  
Le veillée funèbre se déroulera le jour même au domicile familial sis 7 avenue Pasteur (à proximité du domaine Ben Siam).  
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

CE QUE LE G20 A DÉCIDÉ À LONDRES

Beaucoup d'argent, sus aux paradis fiscaux...

*Plus de mille milliards de dollars, voire 5000 milliards de dollars à l'horizon 2010, seront injectés dans l'économie mondiale et sus aux paradis fiscaux. C'est ce que le sommet du G20, réunissant les pays développés et émergents, a notamment décidé jeudi dernier.*

Compromis ou convergence, les dirigeants du Groupe des vingt pays développés et émergents dont des africains, réunis jeudi dernier au Centre d'exposition Excel à Londres, se sont mis d'accord sur l'injection de ressources financières considérables et davantage de régulation des activités financières.

Décidé à surmonter la crise financière internationale, le G20 a notamment avalisé le renflouement des caisses du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) et la mise au ban des paradis fiscaux.

L'ère du secret bancaire est terminée

Ainsi, une liste des paradis fiscaux a été publiée immédiatement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour décourager l'évasion fiscale (voir encadré). Voire, le communiqué final du sommet affirme que «l'ère du secret bancaire est terminée» et que «des sanctions» seront prises contre les centres fiscaux non-coopératifs. Pour mettre fin aux scandales financiers provoqués par les «parachutes dorés» et bonus servis même aux dirigeants et traders d'entreprises défaillantes et aidées par leur Etat, les pays du G20 se sont mis d'accord pour mettre en œuvre de «nouvelles règles» sur les salaires et les bonus au niveau mondial, et

obliger les entreprises à faire preuve de «responsabilité sociale».

Davantage de sous pour le FMI

Afin de pouvoir répondre aux demandes d'aides financières, qui se sont multipliées au fil de la crise même par des pays développés, le FMI verra notamment ses moyens tripler avec 500 milliards de dollars supplémentaires, s'ajoutant aux 250 milliards de dollars de ressources existantes, auxquels se grefferont 250 milliards provenant d'une émission supplémentaire de droits de tirage spéciaux (DTS), l'unité de compte du FMI,

qui lui permettra d'augmenter ses ressources propres. Le FMI pourra également vendre une certaine quantité d'or pour aider les pays les plus pauvres touchés par la crise. Si les revenus dégagés par cette opération de vente d'or ne peuvent être quantifiés avec précision, l'ensemble des ressources supplémentaires du FMI atteindra 1 100 milliards de dollars, selon le communiqué final du G20.

Et plus pour l'économie mondiale

Le G20 a également indiqué que 250 milliards de dollars seront consacrés à aider le financement du commerce pour relancer les échanges mondiaux et que les banques multilatérales de développement, comme la Banque asiatique de développement et la Banque africaine de développement,

recevront 100 milliards de dollars de financement supplémentaires. En fait, l'ensemble des mesures prises par le G20 devrait permettre d'injecter 5 000 milliards de dollars dans l'économie mondiale d'ici la fin 2010. Autre nouveauté de taille, les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale seront désormais nommés au mérite, mettant fin à l'accord implicite qui réservait le FMI aux Européens et la Banque mondiale aux Américains. Les dirigeants du G20 ont décidé de se réunir à nouveau lors d'un troisième sommet qui se tiendra en septembre prochain à New York, juste après l'assemblée générale annuelle des Nations unies, et qui devra être consacré à l'évaluation des décisions adoptées jeudi dans la capitale britannique.

C. B. / Agences

PARADIS FISCAUX DANS LE MONDE

La liste noire rendue publique

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a rendu publiques jeudi deux listes de paradis fiscaux, après la décision prise par le G20 à Londres d'agir contre les Etats fiscalement non coopératifs.

La première, la liste noire qui compte le Costa Rica, la Malaisie, les Philippines et l'Uruguay, inclut les pays qui ne se sont jamais engagés à respecter les standards internationaux. Par ailleurs, une deuxième liste, incluant 38 pays dont Andorre, Monaco, le Liechtenstein, la Suisse, le Luxembourg et la Belgique, recense les Etats qui se sont engagés à respecter les règles de l'OCDE mais ne les ont pas «substantiellement» appliquées, selon l'Organisation.

Sur son site, l'OCDE publie également une liste de pays qui appliquent «substantiellement» les règles internationales, dont la France, la Russie, les Etats-Unis et la Chine. Dans une note, l'OCDE précise toutefois que les «régions autonomes» chinoises (Hong Kong et Macao) ne figurent pas sur cette liste «blanche», en raison du fait qu'elles s'étaient seulement «engagées» à respecter les standards internationaux.

Quatre critères sont retenus par l'OCDE pour définir un paradis fiscal : des impôts insignifiants ou inexistant, l'absence de transparence sur le régime fiscal, l'absence d'échanges de renseignements fiscaux avec d'autres Etats et le fait d'attirer des sociétés écrans ayant une activité fictive.

C. B.

REVALORISATION DU SNMG

Une commission tripartite après la présidentielle

*Une commission tripartite, composée par des représentants du gouvernement, de l'UGTA et du patronat, sera installée un mois après l'élection présidentielle du 9 avril prochain, a-t-on appris de source syndicale. La révision du SNMG dominera les discussions entre les trois partenaires.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le secrétaire général de l'UGTA Abdelmadjid Sidi-Saïd avait déjà annoncé la couleur avant-hier à Tizi Ouzou à l'occasion d'un meeting organisé dans le cadre de la campagne électorale en faveur du candidat Abdelaziz Bouteflika.

Selon lui, l'organisation qu'il dirige «entamera, après la présidentielle, des négociations avec le gouvernement sur un nouveau SNMG et le régime indemnitaire pour les travailleurs de la Fonction publique».

Sidi Saïd, qui se trouvait hier à Annaba pour animer un autre meeting, a confirmé l'information : «La question de la révision du salaire national minimum

garanti (SNMG) sera fixée lors de la tenue de la prochaine tripartite». La date de sa tenue sera fixée selon un calendrier qui sera arrêté par les trois parties. Le secrétaire général de l'UGTA a indiqué que «le renouvellement de notre confiance en le président de la République se justifie par sa disponibilité permanente à répondre à toutes les sollicitations des travailleurs formulées par l'UGTA», tout en citant, entre autres exemples de cette «disponibilité», l'institution d'un fonds de réserve pour la retraite, dont «la demande par des syndicalistes remonte à 1966», et en qualifiant la mise en place de ce fonds d'une «première à l'échelle planétaire». Pour rappel, la dernière

revalorisation du SNMG a été décidée au lendemain d'une tripartite tenue fin 2006 et lors de laquelle le SNMG a été revu à la hausse en passant de 10 000 à 12 000 dinars/mois. La question qui reste, toutefois, posée est celle de savoir à quelle hauteur le SNMG sera revalorisé et quelle est la date de son entrée en vigueur. M. Tayeb Louh, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, avait déclaré que le gouvernement serait favorable à une revalorisation des salaires dans le cadre d'un accord tripartite.

Il n'en demeure que la revalorisation du SNMG en 2006 a été vue d'un œil critique de la part du FMI. Son représentant, M. Vrijer qui se trouvait en tournée à Alger, avait estimé que ces augmentations, «qui sont très larges, pourraient affecter à moyen terme l'économie et retourner au spectre de l'inflation dans la mesure où ces augmentations n'ont pas été décidées suite à l'augmentation de

la production» et «que ces revalorisations, venues après des années d'austérité en matière de salaires, pourraient choquer l'économie algérienne».

Sur un autre chapitre, il est important de rappeler qu'après son investiture à la tête de la présidence de la République, Bouteflika avait exigé des partenaires sociaux de le laisser seul juge des décisions de toute tripartite. Dès lors s'est installée depuis 2000 une tradition qui voudrait que ces décisions figurent en Conseil des ministres pour que le président les approuve et leur donne un caractère d'exécution effectif. En somme, pour des considérations qui sont quelque peu difficiles à cerner dans leur fond, le président a approuvé les décisions des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> tripartites, lors des réunions des conseils interministériels qu'il a présidés avec les ministres concernés directement par leur mise en œuvre.

A. B

SÉTIF

Un accident fait cinq morts

*Un effroyable accident de la circulation s'est produit dans la soirée de jeudi sur la route nationale reliant Sétif au sud de la wilaya, à l'intersection de la RN28 menant vers Aïn-Oulmène et la RN78 vers Aïn Lahdjar, faisant cinq morts et un blessé.*

Selon les premières informations recueillies, six jeunes en état d'ébriété,

âgés de 22 à 25 ans, à bord d'une Renault 25, ont été victimes d'un grave accident de la circulation quand leur voiture a percuté de plein fouet l'arrière d'un camion qui roulait dans le même sens. La Renault 25, qui roulait à vive allure, a fini sa course encastrée sous le camion qui avait ralenti au passage d'un ralentisseur situé à l'entrée de la ville de Guellet, à une vingtaine de kilomètres au sud du chef-

lieu de wilaya. Le bilan fait état du décès de cinq personnes et d'une autre blessée, qui étaient toutes à bord de la Renault 25.

Les personnes décédées ont été évacuées par les éléments de la Protection civile vers la morgue du CHU de Sétif. La Gendarmerie nationale a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de ce tragique accident.

Imed Sellami